

Amal KHEDIM /amelkhedim@gmail.com. Université de Tlemcen -Algérie
Dr B lhadj Faradji / blhadj @yahoo.fr. Université de Béchar-Algérie

Résumé :

L'entrepreneuriat soutient la croissance et le développement économiques via les innovations sur le marché. En effet, nul ne peut ni  le rôle de L'entrepreneuriat sur la croissance et le développement économique.

En Algérie, et malgré toutes les initiatives du gouvernement mises en place afin de soutenir le développement harmonieux des PME, L'entrepreneuriat rencontre des difficultés majeures qui entravent son développement notamment ceux liés au coût de création d'une entreprise et le dépôt d'un capital minimum obligatoire.

Notre article s'intéresse au concept d'entrepreneuriat et à la création d'entreprise en Algérie en analysant la réalité du terrain concernant d'une part, les initiatives mises en place par le gouvernement et d'autre part, les enjeux et difficultés ( conomiques, sociales et sociétales) qui peuvent les entraver.

Mots clés :entrepreneuriat, PME, barrières, création d'entreprise, dispositifs d'aide à l'entrepreneuriat.

Abstract

Entrepreneurship support growth and development economic via innovations in the market. Indeed, no one can deny the role of entrepreneurship on growth and economic development.

In Algeria, and despite all the initiatives of the government put in place to support the harmonious development of SME. Entrepreneurship encounters difficulties major which hinders its development especially those related at the cost of creation and the deposit a minimum capital requirement.

Our article is interested in the concept of entrepreneurship and the business creation in Algeria by analysing the reality of the terrain concerning, the initiatives put in place by the government, and the issues that can hinder them.

Key words :entrepreneurship, barriers, business creation, Entrepreneurship support, Algeria.

Introduction :

En plus d'être la source de la majorité des nouveaux emplois et de stimuler la croissance économique (OCDE, 1998; 2005a; 2007; Commission européenne, 2003), les nouvelles entreprises permettent d'améliorer la compétitivité des économies des pays industrialisés ou en voie de l'être, et ainsi de mieux adapter ces dernières aux changements économiques et aux mutations structurelles (Audretsch, 2002; OCDE, 1998; Conway et coll., 2005). Elles favorisent aussi le développement local (Nolan, 2003) et la restructuration de plusieurs régions (Audretsch, 2002; Julien, 2005). Enfin, elles contribuent au renouvellement de nos économies, selon l'idée de destruction créatrice avancée par Joseph Schumpeter

(1934), contrairement à plusieurs grandes entreprises qui perdurent trop souvent à cause du support massif des gouvernements.¹

Ceci dit, l'importance de l'entrepreneuriat explique l'intérêt grandissant de la part des chercheurs et des preneurs de décisions en ce qui concerne la compréhension, le soutien, et la promotion de cette activité pour soutenir le développement économique (Audretsch et coll., 2007; Minitti, 2008; OCDE, 2006). Cet intérêt peut être expliqué par la capacité de la création d'entreprise de lutter contre le chômage et la pauvreté, d'intensifier la concurrence sur les marchés et de s'adapter aux véritables besoins des consommateurs, de stimuler la quête de nouveaux marchés et de faire face aux mutations rapides qu'entraîne la mondialisation économique.²

La reconnaissance de l'importance des petites entreprises, et en particulier de leur contribution à l'emploi et à l'innovation, s'est faite progressivement mais assez rapidement. En effet, dans ce sens ; les économistes se sont vite aperçus que la création d'entreprises est une force essentielle du dynamisme économique d'une région et même de toute économie (OCDE, 1998, 2005a, 2007; Commission européenne, 2003). Deux facteurs ont provoqué le retour sur le devant de la scène des firmes de petite taille : l'importance accrue des services dans l'économie, avec les impératifs de proximité et de contact direct avec la clientèle que cela comporte ; les changements de comportements des consommateurs, devenus à la fois de plus en plus changeants et hyper- segmentés dans leurs préférences.³

l'entrepreneuriat serait pour l'Algérien moyen de développement économique permettant en plus de la réalisation de la valeur ajoutée et de l'amélioration de la croissance nationale, de lutter contre le chômage et le travail informel .En effet, la place de l'entrepreneuriat dans l'économie algérienne semble devenir une préoccupation majeure et récurrente. Le nombre de mesures mises en place par l'état algérien ces dernières années en atteste.(Benredjem, 2010).⁴

Bien que l'importance accordée à la PME en Algérie, n'est pas récente, les résultats ne sont apparus qu'à partir des années 2000, suite à une batterie de mesures du gouvernement afin de soutenir le développement des PME , et d'accompagnement des entreprises pour les amener à acquérir une capacité

¹P.A Julien, L. Cadieux(2010) « *La mesure de l'entrepreneuriat* »,rapport d'étude, institut de la statistique de Québec,p17

²Op.cit, P.A Julien, L. Cadieux,pp 17-18

³T.Verstraete ,B. Saporta (2006) « Création d'entreprise et entrepreneuriat »Editions de l'ADREG, PP 22-23

⁴W. Guechtouli, MGuechtouli(2014) « *L'entrepreneuriat en Algérie : quels enjeux pour quelles réalités ?* »IPAG Business School, Paris et Nice,p3

suffisante de compétitivité.⁵ Dans ce contexte , nous allons essayer à travers cet article de dresser un état des lieux de l'entrepreneuriat en Algérie pour replacer le concept d'entrepreneuriat dans le contexte du tissu économique algérien. En suite, nous exposerons les différentes opportunités dans ce contexte à travers l'analyse des différents dispositifs de l'état pour encourager et soutenir le développement des PME .

Définition de l'entrepreneuriat :

L'entrepreneuriat est un domaine intéressant non seulement pour les économistes mais aussi des sociologues et des psychologues⁶ .On peut le définir de nombreuses manières, en soulignant la diversité des attributs, des contextes, des motivations, des rôles et des contributions des entrepreneurs au sein de la société.⁷ Dans ce cadre, de nombreuses recherches ont également élaboré des cadres conceptuels pour décrire et représenter le processus entrepreneurial ; la plupart d'entre eux sont basés sur l'idée que le comportement entrepreneurial est le résultat d'un processus interactif entre les facteurs environnementaux et individuels.⁸

Un bon nombre de chercheurs limitent l'idée de l'entrepreneuriat à la création d'entreprises (Gartner, 1989; 1990).⁹ Tandis que d'autres, s'arrêtent à divers aspects liés à la création d'entreprises, mais aussi à leur évolution. Le tableau suivant résumé les différents fondements de l'entrepreneuriat .

⁵ C. Abdelatif, A. Sidi Mohamad (2010) «*PME en Algérie :réalités et perspectives* »2ème conférence de l'OCDE des ministres en charge des petites et moyennes entreprises

⁶R.Siagh (2014) « *contribution du profil et des compétences entrepreneuriales à la réussite des petites et moyennes entreprises en Algérie* »thèse de doctorat, université kasdimarbah, Ouargla, p 64

⁷Forum économique mondial (2011) « *Rapport sur le développement de l'entrepreneuriat* »

⁸R.Siagh,op.cit,p33

⁹P-A .Julien,L.Cadioux(2010) «La mesure de l'entrepreneuriat »rapport d'étude, institut des statistiques, Quebec, p25

Tableau 1 : fondements de l'entrepreneuriat

Origines	Concepts	Sources contemporaines
Serre (1600)	Capacité de mobiliser et de gérer des ressources humaines et matérielles pour créer, développer et implanter une entreprise.	Mahé de Boislandelle (1988) Landström (1999)
Cantillon (1734)	Capacité de prendre le risque de créer son propre emploi Capacité d'un individu de se prendre en main et de prendre des risques dans un environnement incertain.	Gartner (1989; 1990) Fris et coll. (2002) Roberts et Woods (2005) Lash et Yami (2008)
Turgot (1769)	Combinaison de la prise de risque, de la créativité et/ou de l'innovation et d'une saine gestion, dans une organisation nouvelle ou existante.	Crozier et Friedberg (1977) CE (2003) Filion (2007)
Smith (1776)	Capacité pour un individu de se prendre en main et de prendre des risques, assurant ainsi la mise en œuvre des projets : inclut la capacité de produire des biens et de créer de la valeur, qui en retour influence l'entrepreneur.	Cossette (1994) Landström (1999) Bruyat et Julien (2000) Ahl (2006)
Say (1803)	Capacité de créer une organisation et de la gérer de façon à générer des profits ou à la faire croître : donc une dimension de profits et de croissance.	Churchill et Lewis (1983) D'Amboise (1997) Carree et Thunk (2005)
Knight (1921)	Capacité à gérer l'incertitude et le risque. Pour cet auteur, les risques peuvent être « calculés », tandis que l'incertitude ne peut l'être	Audretsch (2002) Fris et coll. (2002)
Schumpeter (1934)	Capacité à introduire des innovations (produits/méthodes/etc.) et de provoquer ou de profiter d'un déséquilibre dans le marché. Inclut la création de valeur dans un processus dialogique entre l'entrepreneur et le marché	Nooteboom (2006)
Kirzner (1973)	Inclut la capacité à détecter et à exploiter des occasions, ce qui équivaut à détecter les imperfections du système pour rétablir l'équilibre	Dutta et Crossan (2005) Company et McMillen (2007) Julien et Vaghely (2008)

Source : P-A .Julien,L.Cadieux,op.cit,p34

En résumé,et malgré le général consensus de la difficulté d'une définition standardisée et simple de terme « entrepreneuriat », nous associons assez souvent ce phénomène aux paradigmes ou courants proposés par Verstraete,T et Fayolle, A (2005) et celui de Paturel (2007).Pour rendre compte de la complexité du phénomène, nous proposons de reprendre les quatre modèles ou paradigmes développés par ces auteurs à savoir **l'opportunité**(Shane et Venkataraman 2000, Belley 1989, Sweeney 1989) ; **la création de valeur nouvelle** (Bruyat 1993, Fayolle 2004), **l'innovation** (Shumpeter 1935, Drucker 1985 in Fayolle et Verstraete, op-cit) , et **l'impulsion d'une organisation** (Gartner 1985, 1990, 1995, Hernandez 1999 ; Verstraete 1999).¹⁰

Nous ne pouvons pas abordé et exploré la réalité de l'entrepreneuriat en Algérie ni les difficultés et les entraves aux quelles l'entrepreneur Algérien fait face ,sans pour autant comprendre comment est née l'idéologie de l'entrepreneur à travers l'histoire ,encore moins la contribution et la relation de l'entrepreneuriat avec la croissance économique .

¹⁰A.Zina(2014) « *entreprenariat en Algérie :réalité et perspectives* »thèse de doctorat,université de Tlemcen, p12

Cantillon présente l'entrepreneur comme l'acteur central du capitalisme, dans la mesure où l'esprit du capitalisme appelle largement à la constitution d'une économie d'entreprise. Shumpter quand à lui, considère l'entrepreneur comme le véritable moteur du capitalisme, car il prend des risques en introduisant des biens nouveaux dans les marchés.¹¹ De nos jours, et à cause de la crise économique, nous assistons à une crise du capitalisme managérial des grandes entreprises, donc un nouvel esprit de ce dernier fait surface.¹²

Contribution de l'entrepreneuriat à la croissance économique :

La littérature précise que l'esprit d'entreprise contribue à la performance économique en introduisant des innovations, en apportant le changement, en créant la concurrence et en renforçant la rivalité (Wong et al. 2005). Selon Kirzner (1980), l'entrepreneuriat est considéré comme le principal moteur de progrès, indiquant que d'ignorer le rôle de l'entrepreneuriat dans le développement serait négliger un mécanisme important dans le processus de croissance. Les recherches actuelles sur ce thème, ont mis en évidence l'importance de l'entrepreneuriat dans la croissance économique, notamment celle de Wenekers et Thurik (1999) qui ont apporté une contribution significative sur le lien entre l'esprit d'entreprise à la croissance économique où ils ont montré à différents niveaux les effets des activités entrepreneuriales et leur innombrable impact sur la croissance économique.

Ovaska et Sobel (2005) concluent leur analyse approfondie de la littérature que l'entrepreneuriat est important pour un bon fonctionnement de l'économie de marché saine. Les preuves suggèrent que l'entrée de nouvelles entreprises est au moins aussi importante pour la création d'emplois et les gains de productivité que l'amélioration de la capacité des PME existantes, sinon plus importante (Djankov 2008).¹³

Etat des lieux de l'entrepreneuriat en Algérie :

1-contexte et dynamique de l'entrepreneuriat en Algérie:

Suite de l'ouverture de l'économie Algérienne vers l'économie de marché dans les années 1990, Le gouvernement algérien a engagé un certain nombre de réformes économiques s'éloignant du modèle socialiste qui a prévalu jusque-là, afin de pouvoir réduire la dépendance de l'économie Algérienne des recettes des ressources d'hydrocarbures.¹⁴ Toutefois, cette dépendance induit un changement important dans l'économie algérienne (Benredjem, 2010), basé sur la libération des marchés. Dès lors, l'état algérien prend conscience du rôle important des

¹¹W.Tabet Aoul (2006) « *L'influence des valeurs de l'environnement sur l'orientation stratégique de l'entrepreneur privé Algérien* » these de doctorat, université de Tlemcen, p23

¹²W.Tabet Aoul, op.cit, p 25

¹³R.Siagh, op.cit, pp 104-105

¹⁴W. Guechtouli, M. Guechtouli (2014) « *L'entrepreneuriat en Algérie : quels enjeux pour quelles réalités* » IPAG Business School, Paris, p6

PME/PMI dans le développement de la croissance économique algérienne. Des initiatives sont prises pour encourager leur extension, notamment par le biais de la loi d'orientation sur la promotion de la P.M.E .Dans ce sens, Les PME/PMI connaissent un essor considérable (Gillet, 2003). L'entrepreneuriat en Algérie est en pleine expansion. Le nombre d'entrepreneurs actifs a atteint 3,6 millions en Algérie et environ 20 % des entreprises nouvelles se trouvent dans les secteurs de la transformation, à savoir, la fabrication, la construction et la distribution (source rapport GEM, 2009).¹⁵

Ceci dit ,il nous semble primordiale de mettre en évidence l'évolution des PME en Algérie qui passe par trois phases essentielles :

- Depuis 1988, l'économie Algérienne s'ouvre vers l'économie de marché en établissant des relations avec des institutions internationales telles que le fond public international(FMI) et la banque mondiale afin de pouvoir atténuer ces dettes .Cette période de transition a dictée la privatisation de nombreuses entreprises publiques ,chose qui a contribuer au lancement et développement des PME en Algérie ,notamment suite au nouveau code de la promotion de l'investissement promulgué le 05/10/1993 dans le but de redressement économique.¹⁶
- Plusieurs auteurs parlent de l'entrepreneuriat en Algérie, parmi ces auteurs nous çitons : Bourdieu, Peneff, Liabes, Benyacoub et Henni, Benhabib. A. Selon Benyacoub, la libéralisation du commerce extérieur était à l'origine de l'évolution des PME en Algérie et l'apparition de nouveaux acteurs qu'il appelle les nouveaux entrepreneurs. Ces derniers évoluent dans une économie rentière ou tous les acteurs sont en « concurrence pour l'obtention des ressources publiques (crédits de financements gratuité du terrain biens publics immobiliers...) sans contre partie ».¹⁷
- Le plan de redressement économique a connu des résultats satisfaisant , qui a conduit et encouragé l'état à promulgué deux autres ordonnances ¹⁸qui contribuent aux facilitations administratives dans la phase de création d'entreprise ,en

¹⁵W. Guechtouli, M. Guechtouli,op.cit p7

¹⁶ M.Firlas(2012) « *impact des politiques d'aide de l'entrepreneuriat sur l'émergence d'esprit d'entreprise chez les jeunes* »mémoire de magister, université Mouloud Mammeri ,TiziOuzou ,p121

¹⁷A.Zina,op.cit ,pp 94-95

¹⁸Ordonnance N°01/03 du 20/08/2001,et la loi n°01/18 du 12/12/2001

garantissant des prêts accordés par la banque en faveur des PME/PMI.¹⁹

- Suite à la loi d'orientation sur les PME en 2001, le nombre de ces entreprises a nettement augmenté comme le montre le tableau suivant .Les statistiques disponibles indiquent que plus de la moitié des PME ont été créées entre 2001 et 2007.

Tableau 2 :Evolution de la création des PME en Algérie entre 2001-2007

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
PME privée	179893	189552	207949	225449	245842	269806	293946
PME publique	778	778	788	778	874	739	666

Source :K.Berrah,M.Boukrif(2013) « la problématique de la création d'entreprises :une application sur les PME Algérienne »conférence internationale sur l'économie et la gestion des réseaux ,Maroc,p5

Au premier semestre de l'année 2011,le nombre des PME privé a connu une augmentation remarquable ,cela est le fruit des dispositifs d'aide d'entreprise entrepris par le gouvernement Algérien destiné a la création et soutien des entreprises en Algérie ,nous pouvons cité la création en 2003 de l'agence nationale de gestion du micro-crédit pour appuyer la création d'entreprise ;ainsi que l'instrument de mise en œuvre de la politique nationale de développement des PME qui se concrétise à travers la création de l'agence nationale de développement de la PME créée en 2005.

En parallèle ,et à partir de 2006,de nouveaux instruments financiers ont été mis à la disposition des PME tels que :les fonds de garanties de crédit spécifique à des filières d'activités innovantes ,les crédits à long terme pour la restructuration de ces entreprises leurs permettant d'améliorer leurs fonctions stratégiques(production, commercialisation, développement technologique).

En résumé d'après le tableau ci-dessous ,nous pouvons dire que la création d'entreprises a globalement et nettement évolué dans le temps. Durant l'année 2012 le nombre des PME a connu une évolution remarquable, et a enregistré le nombre de 700000 entreprises créées. Cette évolution revient à la création de plusieurs agences, telles que l'ANSEJ, l'ANDI, l'ANGEM et la CNAC qui s'est vu confiée un nouveau rôle, celui d'aide à la création d'entreprises. En plus de ces agences, il y'a eu la création d'une agence chargée de la mise à niveau des entreprises,

¹⁹M.Firlas,op.cit, p 122

dénommée ANDPME, et les autres structures d'appui, que nous les détaillerons dans ce qui suit.²⁰

Tableau 3 : Evolution de la création des PME en Algérie entre 2007-2016

Année	2007	2008	2009	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PME privé	293946	321387	345902	500854	700000	777816	851511	934569	1022621
PME publique	666	626	598	599	-	557	544	532	438

Source : réalisé par le chercheur à partir des bulletins²¹ des PME n°22 ,23,24,25,26,27,28,29,30

2. politiques et programmes de soutien à l'entrepreneuriat en Algérie :

La compétitivité des PME et le développement de l'esprit d'entreprise sont devenus la principale priorité du gouvernement en espérant diversifier l'économie Algérienne et réduire sa dépendance de l'industrie pétrolière .

Conscient de la nécessité d'encourager le développement de l'esprit d'entreprise, le gouvernement Algérien a mis en place un ensemble d'institutions, d'organismes, et de programmes en vue d'assumer la promotion et le développement de la PME en Algérie ,le tableau les résume.

Tableau 4 :les différentes structures d'aide au développement des PME en Algérie :

Les services d'appui	Environnement des affaires	infrastructure	Cadre institutionnel	Politique de la concurrence
1-ministère des PME créé en 1991 en vue de promouvoir les PME ,chargé de : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Développement et promotion des PME ✓ Fournir des mesures d'incitation et de soutien aux PME ✓ Collecte d'informations, statistiques ,et mise en place d'un programme de redressement économique. 2-institutions spécialisées dans le soutien et la promotion des	Suite au système de privatisation ,le climat des affaires s'articule autour de 3 volets : -les indicateurs de gouvernance : (qualité de l'administration) -les évaluations du climat d'investissement -les indicateurs de la politique des affaires	Selon le rapport mondiale établi par world economic forum, l'Algérie est classée 84 sur 134 pays,en matière d'infrastructures .	Le cadre institutionnel Algérien n'est pas en faveur du développement du secteur privé, particulièrement en matière de lenteur des procédures, complexité de constitution des sociétés ,insuffisance d'informations ...	L'ouverture de l'économie Algérienne sur l'extérieur a entraîné une concurrence accrue .Dans ce sens , un régime de concurrence a été mis en place afin de garantir la protection de la libre concurrence et la loyauté dans

²⁰K. Berrah,M. Boukrif(2015) « la problématique de la création des petites et moyennes entreprises en Algérie »université de Béjaia ,p8

²¹[Bulletin PME N°22 : avril 2013](#),[Bulletin PME N°23 : décembre 2013](#),[Bulletin PME n° 24 : avril 2014](#),[Bulletin PME n° 25 : novembre 2014](#),[Bulletin PME n°26 : avril 2015](#),[Bulletin PME n°27 : septembre 2015](#),[Bulletin PME n°28 : mai 2016](#),[Bulletin PME n°29 : décembre 2016](#),[Bulletin PME n° 30 : mai 2017](#)

PME (ANSEJ,ANDI ,CNAC)				les pratiques commerciales.
------------------------	--	--	--	-----------------------------

Source :réalisé par le chercheur à partir de F.Merzouk (2013) « PME et compétitivité »université de Bouira, Algérie, P15

L'Algérie est le seul pays du MENA avec un ministère des PME et le premier à en créer un. Il est également l'un des seuls trois pays, et le premier, à avoir une loi sur les PME (RADP 2001) et l'un des rares pays du MENA pour avoir un conseil consultatif des PME. La responsabilité principale pour le développement des PME incombe au ministère de la Petite et Moyenne Entreprise et de l'Artisanat (MPMEA) créé en 1992.²² L'importance de la dynamique entrepreneuriale pour le développement économique, fait que les initiatives entrepreneuriales nécessitent d'être guidées et accompagnées à une étape quelconque de leur processus. La performance, qui en résulte est, le plus souvent, associée à la qualité et à la durée de cet accompagnement.²³ Pour cela , trois dispositifs phares ont été mis en place : l'ANDI, l'ANSEJ et la CNAC ;a même de stimuler l'entrepreneuriat et d'accompagner les porteurs de projets qui vont bénéficier d'allègement fiscal et des financements directs de l'entreprise créée.²⁴

- **Le dispositif ANSEJ(Agence Nationale de Soutien pour l'Emploi des Jeunes) : crée** en 1996,ce programme couvre la totalité du pays avec 1 siège, 11 centres régionaux et 48 antennes dans les wilayas. Il s'agit d'un organisme national dotant d'une personnalité morale et d'une autonomie financière.²⁵ Le dispositif ANSEJ vise un double objectif : créer des PME et des emplois ; il intervient dans le soutien à la création et le financement de la micro-entreprise par des jeunes dont la tranche d'âge est (19-40ans),²⁶le nombre de projets financés à atteint : 30 000 en 2010, 42 621 en 2011 et 62 812 en 2012 à hauteur de de 5-10 millions DZD. l'ANSEJ soutient la création et l'expansion des micro-entreprise en offrant des conseils commerciaux, des formations, des crédits et subventions, des exonérations fiscales et le suivi des micro-entreprises ,à travers 2 modes de financement :
- financement mixte: 70 % de contribution personnelle, 30 % de crédit sans intérêts;

²²R.Siagh,op.cit, p129

²³R.AkninSouidi, M.Y Ferfera (2014) « *entrepreneuriat et création d'entreprise en Algérie : une lecture à partir des dispositifs de soutien et d'aide à la création des entreprises* »revue des sciences économiques et de gestion, n°14 p 5

²⁴R.AkninSouidi, M.Y Ferfera,op.cit, p6

²⁵ M.Saïb(2014) « *les politique de l'emploi et les programmes actifs du marche de travail algérien* »CREAD,p 24

²⁶R.AkninSouidi, M.Y Ferfera,op.cit, p7

- financement multilatéral/triangulaire: 1-2 % de contribution personnelle, 70 % de prêt bancaire et 28-29 % de subvention par l'agence.

Le dispositif ANSEJ vise à lutter contre le chômage des jeunes en créant des emplois, dans ce sens, et sur la base d'un rapport de 2,5 emplois par projet, on estime que 164 530 emplois ont été créés en 2012 grâce à au soutien proposé par cet agence.²⁷

- **Dispositif CNAC (Caisse Nationale d'Assurance Chômage) :** initialement créée en 1994 pour prendre en charge les chômeurs licenciés des entreprises publiques, la CNAC se transforma en 2004 en dispositif œuvrant à soutenir les chômeurs porteurs de projet d'investissement, le dispositif CNAC a pour objectif de lutter contre le chômage et la précarité en versant des allocations de chômage aux 400 000 travailleurs licenciés du secteur public dans le cadre du programme d'ajustement structurel.

la CNAC a également développé un mode de financement destinée aux chômeurs de la tranche d'âge entre 35 et 50 ans. Le nombre de projets financés par ce dispositif a atteint 18 490 projets en 2011 et 34 801 projets en 2012.²⁸ Les bénéficiaires de ce dispositif peuvent profiter de bonification des taux d'intérêts pour les prêts bancaires, la réduction des droits de douanes, l'exonération fiscale et parafiscale, le bénéfice d'un prêt non rémunéré (sans intérêts) de la part de la CNAC.

Ceci dit, Sur la base d'un rapport de 2,5 emplois par projet, on estime que 87 000 emplois ont été créés en 2012. En effet, Selon l'ONS 83,2% des entreprises employant entre 50 et 249 salariés ont bénéficié des aides de ces dispositifs.²⁹

- **Dispositif ANDI (l'Agence Nationale du Développement de l'investissement) :** suite aux résultats médiocres réalisés par l'APSI, à partir de 2001 l'ANDI va remplacer l'APSI.

L'Agence Nationale du Développement de l'Investissement est un établissement public dotant d'une personnalité morale et d'une autonomie financière. L'agence véhicule une nouvelle vision de l'Etat vis-à-vis les grands capitaux nationaux et internationaux, elle est destinée aux projets d'investissement supérieur à 135000 dollars US³⁰. Ce dispositif vise à stimuler l'industrie et s'inscrit dans la logique d'attractivité du territoire, car il fait appel à des investissements nationaux et étrangers. Elle a principalement pour but de remplir les missions suivantes :

- Réduire la durée d'octroi des licences à 30 jours au lieu de 60 jours ;
- Assurer la promotion, le développement et le suivi des investissements ;

²⁷M.Saïb, op.cit p24

²⁸M.Saïb, op.cit p25

²⁹R.AkninSouidi, M.Y Ferfera, op.cit, p8

³⁰A. Sekiou, A. Bouhala, B.Narimane(2017) « entrepreneuriat en Algérie, réalités et perspectives, cas de Tlemcen » revue JFBE, pp 297-298

- Accueillir, informer et assister les investisseurs résidents et non résidents ;
- Fournir les prestations administratives à travers un guichet unique ;
- L'octroi des avantages liés à l'investissement dans le cadre du système existant ;
- Gérer le Fonds d'Appui à l'Investissement ;
- Assurer le respect des engagements pris par les investisseurs au cours de la période d'exemption.³¹

Outre les exonérations fiscales, ces investissements bénéficient des avantages multiples tels que l'octroi de prêts non rémunérés, bonification des taux d'intérêts bancaires sur les équipements.

A coté de ces trois dispositifs phares et afin de promouvoir la compétitivité des PME , les pouvoirs publics Algériens ont mis en œuvre une multitude de programme de mise à niveau dont certains ont pris fin et d'autres viennent tout juste d'être lancé .Cette mise à niveau est d'abord apparue avec le projet pilote de l' ONUDI et le programme du ministère de l'industrie et de la restructuration. Ensuite d'autres programmes d'appui au développement des PME ont été tracés le ministère de la PME et de l'artisanat ,en coopération avec des partenaires étrangers tels que l'ONUDI ,la banque mondiale, l'agence française de développement(AFD) ,la commission européenne(programme MEDA)

A première vue, le bilan du programme pilote ONUDI qui a été lancé en 2000, semble bien maigre puisqu'il n'a touché que 48 entreprises .En résumé, les résultats des différents programmes ,en terme de nombre d'entreprises touchées par leurs opérations restent faibles ,nous estimons donc que les programmes de mise à niveau tels qu'ils sont conduits actuellement en Algérie nous semble difficile de réalisé une telle ambition, ceci est dû notamment à l'absence d'une vision claire de la multiplicité des acteurs ,d'un financement insuffisant , d'une forte sélectivité des entreprises, d'une démarché caractérisé par sa lenteur et surtout en raison d'un environnement qui favorise peu la croissance et la compétitivité des entreprises .³²

3. difficultés et entraves à l'entrepreneuriat en Algérie :

La banque mondiale et la société financière internationale, dans leur rapport annuel sur la pratique des affaires à travers le monde , ont affirmé qu'un entrepreneur de pays en voie de développement rencontre deux fois plus de difficultés pour créer une entreprise (nécessite 11 procédures , 122% du revenu par habitant, et 59 jours) que son homologue dans les pays développés(6 procédures, 8%du revenu par habitant, et 27 jours) .

³¹R.AkninSouidi, M.Y Ferfera,op.cit, p9

³²S.Ghomari(2015) « impact des programmes de mise a niveau sur la compétitivité des entreprises Algériennes »thèse de doctorat en sciences de gestion, université de Tlemcen, pp 243-270

Au niveau maghrébin, la comparaison du climat de travail qui caractérise l'Algérie, le Maroc et la Tunisie est vraiment intéressante :³³

	Algérie	Maroc	Tunisie
Cout de création d'une entreprise /revenu par habitant	23.7%	12.3%	11%
Frais administratif	9	6.1	6.1
Protection des investissements (sur une échelle allant de 1 :tres faible-7 tresélevé)	2	4	6

A la lecture des résultats de cette étude , et malgré la multiplicité des dispositifs et structures d'appui à la création d'entreprises, les résultats restent mitigés .En effet,l'entrepreneuriat algérien reste toujours en recul par rapport aux pays voisins d'où la faible attractivité du site Algérien aussi bien pour les investisseurs étrangers que les investisseurs locaux.

Selon A.Bouyakoub, des facteurs anthropologiques sont à l'origine du comportement de l'entrepreneur Algérien qui a tendance à s'auto limité sa croissance³⁴ , ajoutons à cela des difficultés d'ordre administratives (la complexité et la lenteur des procédures , des difficultés de financement(le coût des investissements ,l'accès aux biens d'équipement ,la complexité du processus de création d'une entreprise en Algérie, sans oublier les obstacles d'ordre macro-economiques(la libéralisation de l'économie algérienne, la forte concurrence).³⁵

Conclusion :

Parvenus au terme de ce travail, il convient de dire que la promotion de l'entrepreneuriat national interpelle en premier lieu l'état ,les pouvoirs publiques ont tenté de promouvoir l'investissement privé en mettant en œuvre de nombreuses mesures incitatives ,et en offrant beaucoup d'avantages tels que les dégrèvements fiscaux et parafiscaux, des bonifications de taux d'intérêts , et l'octroi des prêts non rémunéréMais il est intéressant de savoir si tous ces avantages sont suffisant pour insuffler l'esprit d'entreprise chez les jeunes entrepreneurs ?

En Algérie, et en absence de système éducatif préparant les jeunes à l'entrepreneuriat , l'accompagnement se doit de jouer un rôle pédagogique de sensibilisation. A ce titre la pertinence de création des entreprises s'oblige les

³³W.TabetAoul ,op.cit ,pp350-351

³⁴W.TabetAoul ,op.cit ,p351

³⁵K. Berrah,M. Boukrif,op.cit,p9

pouvoirs publics à redynamiser les organismes de soutien. Cette redynamisation se tiendra sur deux principaux points , dans un premier temps, il faudrait revoir les mesures économiques mises en œuvre qui sont discordantes et éparpillées et cela malgré tous les efforts réalisés dans ce sens .En effet, la politique économique semble être insuffisante et incapable de répondre aux besoins des nouveaux jeunes créateurs. Ajoutons à cela ,le manque de formation des jeunes entrepreneurs qui sont faiblement préparés pour une réalisation et une gestion de leurs projets ,ces derniers se trouvent face à un environnement économique non propice et un contexte politique peu encourageant, les jeunes promoteurs terminent leur tentative par rencontrer d'énormes difficultés qui drainent par conséquent leur projet vers l'échec .Dans ce sens, le soutien , l'accompagnement et le développement de conditions favorables micro et macroéconomique s'avèrent indispensables pour assurer le succès du processus de création d'entreprise qui doit être impérativement conjugué avec le changement, la création et l'innovation .

Notes et références :

- 1.A. Sekiou , A. Bouhala, B.Narimane(2017) « entrepreneuriat en Algérien ,réalités et perspectives ,cas de Tlemcen »revue JFBE.
- 2.A.Zina(2014) « *entrepreneuriat en Algérie :réalité et perspectives* »thèse de doctorat ,université de Tlemcen.
- 3.C. Abdelatif, A. Sidi Mohamad (2010) «*PME en Algérie :réalités et perspectives* » 2ème conférence de l'OCDE des ministres en charge des petites et moyennes entreprises .
- 4.Forum économique mondial (2011) « *Rapport sur le développement de l'entrepreneuriat* »
- 5.K. Berrah,M. Boukrif(2015) « *la problématique de la création des petites et moyennes entreprises en Algérie* »université de Béjaia.
- 6.M.Firlas(2012) « *impact des politiques d'aide de l'entrepreneuriat sur l'émergence d'esprit d'entreprise chez les jeunes* »mémoire de magister, université Mouloud Mammeri ,TiziOuzou .
- 7.M.Saïb(2014) « *les politique de l'emploi et les programmes actifs du marche de travail algérien* »CREAD.
- 8.Ordonnance N°01/03 du 20/08/2001,et la loi n°01/18 du 12/12/2001
- 9.P.A Julien, L. Cadieux(2010) « *La mesure de l'entrepreneuriat* »,rapport d'étude, institut de la statistique de Québec.
- 10.R.AkninSouidi, M.Y Ferfera (2014) « *entrepreneuriat et création d'entreprise en Algérie : une lecture à partir des dispositifs de soutien et d'aide à la création des entreprises* »revue des sciences économiques et de gestion, n°14 .

11.R.Siagh (2014) « *contribution du profil et des compétences entrepreneuriales à la réussite des petites et moyennes entreprises en Algérie* »thèse de doctorat, université kasdimarbah, Ouargla.

12.S.Ghomari(2015) « impact des programmes de mise a niveau sur la compétitivité des entreprises Algériennes »thèse de doctorat en sciences de gestion, université de Tlemcen.

13.T.Verstraete ,B. Saporta (2006) « Création d'entreprise et entrepreneuriat »Editions de l'ADREG.

14.W. Guechtouli ,M Guechtouli(2014) « *L'entrepreneuriat en Algérie : quels enjeux pour quelles réalités ?* » IPAG Business School, Paris et Nice.

15.W. Guechtouli, M. Guechtouli(2014) « *l'entrepreneuriat en Algérie :quels enjeux pour quelles réalités* »IPAGBusiness School ,Paris.

16.W.Tabet Aoul(2006) « *l'influence des valeurs de l'environnement sur l'orientation stratégique de l'entrepreneur privé Algérien* »these de doctorat, université de Tlemen.

Bulletin PME N°22 : avril 2013,

Bulletin PME N°23 : décembre 2013,

Bulletin PME n° 24 : avril 2014,

Bulletin PME n° 25 : novembre 2014,

Bulletin PME n°26 : avril 2015,

Bulletin PME n°27 : septembre 2015,

Bulletin PME n°28 : mai 2016,

Bulletin PME n°29 : décembre 2016,

Bulletin PME n° 30 : mai 2017